

d'urgents problèmes à tous les pays du Commonwealth, sans excepter le Canada, seul membre hors de la zone. Une conférence des ministres des Finances du Commonwealth eut donc lieu à Londres en janvier 1952 en vue d'étudier les mesures à prendre pour remédier à la situation. Plus tard, quelques-unes des nations intéressées, notamment le Royaume-Uni et l'Australie, prirent des mesures rigoureuses pour empêcher leur situation de se détériorer davantage. Si, étant donné l'urgence du moment, certaines de ces mesures étaient inévitables, on n'en poursuivait pas moins les discussions destinées à préparer l'expansion éventuelle du commerce, seule solution satisfaisante, semble-t-il, à tout le problème.

La tension internationale, en plus d'entraver le développement économique dans le monde entier au cours des trois dernières années, a aussi obligé les pays du Commonwealth à consacrer à la fortification de leurs défenses des ressources qui normalement auraient servi à accroître le commerce et la prospérité. En général, situés comme ils le sont dans toutes les parties du monde, les pays du Commonwealth ont dû organiser leur défense sur un plan régional qui permet une entière collaboration avec d'autres pays amis. C'est ainsi que le Canada et le Royaume-Uni, de concert avec les autres membres de l'OTAN, ont organisé la défense de l'Atlantique-Nord, tandis que le Royaume-Uni, l'Union Sud-Africaine et la Rhodésie du Sud consultaient avec les autres nations intéressées à la défense de l'Afrique. Une conférence des ministres de la Défense du Royaume-Uni, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Union Sud-Africaine et de la Rhodésie du Sud, conférence à laquelle le Canada avait délégué des observateurs, fut tenue à Londres en juin 1951 en vue d'étudier les problèmes de défense qui surgissaient au Moyen-Orient et en d'autres régions d'intérêt commun.

Certaines conférences furent consacrées à des problèmes spéciaux d'ordre économique, scientifique ou technique, entre autres, une conférence destinée à passer en revue le travail des Bureaux d'agriculture du Commonwealth, des réunions relatives aux recherches sur le transport aérien et l'aéronautique, des réunions d'enquêteurs, de statisticiens, d'auditeurs généraux et de savants en divers domaines spécialisés et une conférence scientifique du Commonwealth britannique.

En outre, le Canada fait partie d'organismes permanents du Commonwealth comme le Conseil exécutif des Bureaux d'agriculture, le Comité économique, le Comité de transport maritime, la Commission des télécommunications, le Conseil du transport aérien, le Conseil consultatif des recherches aéronautiques, le Comité de liaison, le Comité des ressources minérales et de la géologie et la Commission impériale des sépultures de guerre.

Les Bureaux d'agriculture du Commonwealth sont en majorité des organismes destinés à recueillir et à distribuer des renseignements sur les recherches agricoles. Tous ceux qui s'occupent exclusivement de cette tâche sont situés au Royaume-Uni. Celui qui est établi au Canada, appelé Bureau du contrôle biologique du Commonwealth, est un peu différent des autres. Son rôle est d'empêcher, par des moyens tels que la collecte et la distribution de parasites, la propagation des insectes nuisibles. Le travail de ces bureaux fut passé en revue par la Conférence de revision des Bureaux d'agriculture du Commonwealth, qui se réunit à Londres en juin 1950 et fit diverses recommandations en vue d'accroître l'utilité des Bureaux et assurer la collaboration avec les organismes des Nations Unies et des gouvernements étrangers intéressés. Le Canada est représenté au Conseil exécutif des Bureaux d'agriculture du Commonwealth par MM. H. J. Atkinson et M. I. Timonin, du ministère de l'Agriculture, et J. G. Robertson, du haut commissariat du Canada au Royaume-Uni.